



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT

14 OCT. 2019

D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Nombre de conseillers en exercice 29
Nombre de conseillers présents 24
Nombre de conseillers votants 26

Ref NT

L'an deux mille dix-neuf et le quatre octobre à vingt heures trente, les membres du conseil municipal de la commune de SAINT-GÉLY-DU-FESC se sont réunis en mairie, sous la présidence de Madame Michèle LERNOUT, Maire.

PRESENTS : LERNOUT M, PARANT J, STEPHANY E, LAMOR A, GUILLAUMON C, NAUDI Ch, CAPELLI L, MAROT M, COURTOIS C, PERIDIER B, BUFFET A, FAY Ch, GOMEZ M, RIVIERE V, TAURAN H, FABRE N, FABRE G, ALET S, FRONTIN G, LALANDE JM, GALTIER C, MICHEL H.V, GODIN S, LASBENNES M

ABSENTS : LECLANT P a donné procuration à STEPHANY E.
ALDEBERT I a donné procuration à LERNOUT M.
VILLARET JM,
ARGUEL F,
OGER F.

OBJET : EXTENSION DE LA DECHETTERIE : APPROBATION DE LA DECLARATION DE PROJET D'INTERET GENERAL EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Monsieur Cédric GUILLAUMON, Maire Adjoint chargé de l'Urbanisme, de l'Environnement et du Numérique rappelle à l'assemblée, que la Communauté des Communes du Grand Pic Saint Loup, suite à l'augmentation annuelle de leur fréquentation générale, a décidé la mise en sécurité et la rénovation des 6 déchetteries de son territoire, ainsi que l'agrandissement de la déchetterie de Saint-Gély-du-Fesc.

Afin de permettre la réalisation de cette extension, une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme a été lancée.

Cette procédure permet aux collectivités de se prononcer, après enquête publique, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou sur la réalisation d'un programme de construction et d'approuver la mise en compatibilité du PLU correspondante.

Monsieur GUILLAUMON indique que l'extension projetée, située sur un terrain appartenant à la commune actuellement classé en zone A (agricole), nécessite le reclassement de la parcelle en zone UE2. Le règlement du PLU doit de même être modifié pour permettre à la déchetterie de relever de la réglementation des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

Le dossier a fait l'objet d'un examen conjoint avec les personnes publiques associées le 28 mai 2019. Toutes avaient été convoquées. Etaient présents les représentants de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer et de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup.

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer a émis un avis favorable sous réserve de vérifier que le bassin de rétention prévu soit au sein de la zone UE et non au sein de la zone A du PLU.

A l'issue de l'examen conjoint, il a bien été vérifié la présence du bassin de rétention dans la zone UE2 et non dans la zone A.

La Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup a émis un avis favorable sans observation et a précisé que le projet était compatible avec les orientations du SCOT.

Par courrier en date du 13 mai 2019, La Chambre d'Agriculture de l'Hérault a émis un avis réservé considérant que le dossier omet d'analyser de manière pertinente les incidences du projet sur l'agriculture. Elle indique que les parcelles situées à proximité sont dédiées au pastoralisme car déclarées en prairies permanentes et en bois pâturés. Il en irait de même pour l'aire d'appellation d'origine contrôlée viticole « Languedoc ». La chambre d'agriculture demande d'apprécier les conséquences des déchets inertes et la collecte de produits divers sur les espaces agricoles.

Une réponse a été apportée par la commune lors de la réunion d'examen conjoint du 28 mai 2019. Une carte a ainsi été produite pour démontrer que le projet était essentiellement entouré de boisements et qu'il se situait à plus de 100 mètres des premiers espaces à éventuelle vocation pastorale (sachant qu'il n'en existe actuellement pas dans le secteur). Quant à l'AOC « Languedoc » la mairie dispose d'une carte du périmètre fournie par l'INAO. Il s'avère que ce projet se situe hors de la zone AOC. Il n'apparaît donc pas nécessaire d'intégrer des mesures particulières. En revanche, les cartes produites en réponse par la commune pourront être ajoutées au dossier final.

Par courrier du 13 mai 2019, l'Agence Régionale de Santé a indiqué ne pas avoir d'objection à la réalisation de cet aménagement.

Le dossier a alors été soumis à enquête publique par arrêté du Maire du 3 juin 2019 pour une durée de 16 jours, du 24 juin au 9 juillet inclus.

Au cours de cette enquête, le dossier a été consulté une fois en mairie mais aucune observation écrite ou orale n'a été formulée.

Monsieur le Commissaire Enquêteur a souhaité qu'il lui soit apporté des précisions sur le respect des mesures environnementales préconisées dans le rapport de présentation de la déclaration de projet.

Par envoi du 23 juillet 2019, la commune a apporté la réponse sollicitée en transmettant le courrier de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup, gestionnaire de l'ensemble des déchetteries du territoire, s'engageant à mettre en place durant toute la durée du chantier les préconisations environnementales énoncées dans le dossier ainsi que celles relatives au débroussaillage, qui seront concrétisées durant la phase de suivi du chantier.

Monsieur le Commissaire Enquêteur a rendu son rapport le 26 juillet 2019 et au terme de ses conclusions motivées a émis un avis favorable au projet d'extension de la déchetterie et à la mise en compatibilité du PLU.

Monsieur GUILLAUMON indique que le dossier est dès lors prêt à être approuvé.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de Monsieur GUILLAUMON, et, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

VU le code de l'Urbanisme et notamment les articles L 153-51 à L 153-59, L 300-6, R 153-15 ;
VU le rapport du commissaire enquêteur et ses conclusions motivées en date du 25 juillet 2019 ;
VU le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU ;

- **DECLARE** d'intérêt général le projet d'extension de la déchetterie ;
- **APPROUVE** le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme annexé à la présente délibération ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département et publié au recueil des actes administratifs de la commune, conformément aux dispositions de l'article R 153-21 du Code l'Urbanisme. Le PLU mis en compatibilité est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture.

La présente délibération accompagnée de deux exemplaires du dossier de P.L.U. modifié sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

La présente délibération deviendra exécutoire :

- Dès que les formalités de publicité ont été exécutées et que le dossier a été transmis à Monsieur le Préfet.

Ainsi délibéré les an, mois et jour que dessus.
Pour extrait conforme

certifié exécutoire
compte tenu de la publication le :
et de la transmission à M. le Sous-Préfet de Lodève le :



LE MAIRE

Michèle LERNOUT

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT

14 OCT. 2019

D.R.C.L.
GREFFE - P.F.R.A.

- Développer le réemploi et la réparation des objets : le projet comporte l'installation d'une recyclerie et d'une benne d'éco-mobilier, permettant la réutilisation et le recyclage d'objets et meubles,
- Réduire la nocivité des déchets et améliorer le tri des déchets y compris le tri des déchets dangereux : la déchetterie sera en mesure de collecter jusqu'à 7T maximum de déchets dangereux (limite réglementaire). Cela assurera, entre autres, une gestion accrue des déchets dangereux diffus produits par les ménages, les artisans et les TPE, la traçabilité de tels déchets, le regroupement de ces déchets après collecte afin d'optimiser leur transport, mais également la sensibilisation et l'information des usagers concernant ce type de déchets.
- Sensibilisation de tous les acteurs : la présence d'un site de collecte des déchets contribue à la sensibilisation des populations, grâce notamment, à la présence d'agents formés et disponibles pour les usagers de la déchetterie.

Ainsi, de par la nature même du projet, ce dernier est compatible avec le PRPGD Occitanie, et contribuera à l'atteinte de ses objectifs.

Le Président,

Alain BARBE

